



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 13/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Carrière (Propriétaire de la parcelle de M. PROPIN)**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement Carrière (Propriétaire de la parcelle de M. PROPIN) implanté au Lieu-dit « Chez Nivard » Mézières sur Issoire 87330 Val d'Issoire. L'inspection a été annoncée le 22/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrière (Propriétaire de la parcelle M. PROPIN)
- Lieu-dit « Chez Nivard » Mézières sur Issoire 87330 Val d'Issoire
- Code AIOT : 0100019127
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection a porté sur le site d'extraction afin de constater la surface et le volume d'extraction de la carrière puis de convenir avec l'exploitant de régulariser la situation de ses activités au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'activité	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 1er	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a régularisé sa situation administrative par télédéclaration de son activité d'extraction sous condition de son propre usage agricole.

Toutefois, l'exploitant devra veiller à terme de respecter les conditions de remise en état de la carrière.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative de l'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative de l'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si toutefois, la surface d'exploitation est inférieure à 500 m<sup>2</sup> et que la quantité de matériaux à extraire est inférieure à 250 tonnes par an, l'exploitant doit procéder à la déclaration de ses activités sur le lien de télédéclaration suivant : <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920</a> en respectant également les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2006 alors applicable, prescriptions incluant notamment des conditions de remise en état en fin d'exploitation (voir lien suivant : <a href="https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-261206-relatif-prescriptions-generales-applicables-exploitations-carrieres">https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-261206-relatif-prescriptions-generales-applicables-exploitations-carrieres</a>).</p> <p>En dehors de ces conditions, l'exploitant ne dispose pas des autorisations pour procéder à des opérations d'extraction des matériaux et celles-ci doivent donc être arrêtées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, M. Propin, exploitant de la carrière, a procédé à la télédéclaration de celle-ci afin de régulariser sa situation administrative estimant que les conditions de surface et de volume d'extraction de matériaux sont respectées.</p> <p>Par ailleurs, M. Propin estime une activité d'extraction de matériaux d'environ 100 t par an sur site (soit l'équivalent d'environ 10 remorques).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise en sécurité des fronts de taille ;</li><li>- le nettoyage de l'ensemble des terrains ;</li><li>- le recouvrement de l'ensemble de la surface exploitée par des stériles puis par la terre végétale ; - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, en tenant compte de la vocation ultérieure du site.</li></ul> <p>Dans l'hypothèse où les éléments fournis au point 1 confirmeraient une situation illégale, le propriétaire et/ou l'exploitant devra assurer la remise en état du site par la mise en sécurité des fronts de taille, le nettoyage de l'ensemble du terrain, le recouvrement de l'ensemble de la surface exploitée par des stériles puis par la terre végétale, l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, en tenant compte de la vocation ultérieure du site. L'objectif étant de redonner au site un aspect naturel avec purge des fronts de taille pour sécuriser le massif, effacement des stocks de matériaux avec comblement des excavations et de fouilles d'extraction de matériaux.</p>
<b>Constats :</b> <p>A terme, l'exploitant devra mettre en œuvre une opération de remise en état à minima afin de sécuriser les fronts de taille et constituer une insertion cohérente paysagère de cette parcelle avec la prairie environnante. Un apport de terre végétale pourra être nécessaire.</p> <p>Il est enfin rappelé que dans le cadre de la télédéclaration effectuée (cf. point de contrôle n°1), et ainsi du respect de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2006, les points suivants sont applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- établissement d'un plan de l'exploitation mis à jour annuellement (point 1.4 de l'annexe à l'arrêté ministériel),</li><li>- hauteur des fronts de taille limitée à 4 m (point 3.7 de l'annexe à l'arrêté ministériel),</li><li>- et respect d'une production maximale de 250 t par an et d'un total de 1000 tonnes sur la durée de l'exploitation. Ainsi, compte tenu des éléments déclarés et de l'exploitation déjà réalisée, la fin d'exploitation devrait intervenir sous 5 à 10 ans.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite